L'accord d'association signé entre l'Union Européenne et Israël n'est pas respecté par Israël. En tant que citoyens affectés par les conséquences des actes d'Israël et de son non respect des clauses du traité, nous demandons sa suspension puis son annulation.

En effet, malgré des rappels répétés d'instances de l'ONU, les actes d'Israël continuent de ne pas respecter les droits de l'homme comme décrits dans la charte des Nations Unies.

Or l'article 2 de l'accord dit :

« Les relations entre les parties, de même que toutes les dispositions du présent accord, se fondent sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, qui inspire leurs politiques internes et internationales et qui constitue un élément essentiel du présent accord. »

il est précédé de l'attendu :

« CONSIDÉRANT l'importance que les parties attachent au principe de la liberté économique et aux principes de la charte des Nations unies, en particulier le respect des droits de l'homme et de la démocratie, qui constituent le fondement même de l'association; »

et suit d'une déclaration commune relative à ce même article :

Déclaration commune relative à l'article 2 « Les parties réaffirment l'importance qu'elles attachent au respect des droits de l'homme définis dans la charte des Nations unies, y compris la lutte contre la xénophobie, l'antisémitisme et le racisme. »

Les droits humains sensés être « un élément essentiel » de l'accord et, en tant que tel, faire partie intégrante de l'accord, ne sont pas respectés par Israël. Les témoignages, images, récits, rapports, déclarations sur les atrocités commises à Gaza par Israël sont sans ambiguïté. Les rapports d'instances des Nations Unies sont cruellement clairs sur les nombreux manquements d'Israël en matière de droits humains. Il ne saurait être plus clair qu'Israël est en violation totale de ces principes et que l'accord est donc rompu de fait.

Les « droits de l'homme et de la démocratie [...] constituent le fondement même de [l'accord] d'association ». Il s'en suit donc que l'accord doit être annulé et nous, citoyens de l'union, demandons à toutes les instances européennes de tout mettre en œuvre pour encourager la suspension de l'accord puis son annulation.

En tant que citoyens de l'Union, nous ne pouvons pas nous rendre complices des violations des droits de l'homme commises par Israël en ne dénonçant pas cet accord et en permettant que les bénéfices tirés de cette association aident cet état à enfreindre les droits fondamentaux d'humains. Certains de ceux-ci sont d'ailleurs aussi citoyens de l'Union.

Nous devons donc tout entreprendre pour que ce risque de complicité disparaisse et que les droits de l'homme soient respectés.